



ÉLECTIONS EN ARGENTINE : LE PÉRIL MILEI

Argentine : une présidentielle à haut risque

Alors que les Argentins sont appelés aux urnes pour une présidentielle à haut risque dimanche 22 octobre, sur fond de poussée de l'extrême droite libertarienne, passage en revue de la stratégie des candidats dans la dernière ligne droite.

Ludovic Laman 21 octobre 2023 à 17h13

L'équation de l'élection présidentielle ce dimanche en Argentine est simple à résumer : Javier Milei, le candidat ultralibéral et d'extrême droite, va-t-il encore amplifier la dynamique qui lui a permis de remporter à la surprise générale les primaires d'août ? Ou au contraire, l'électorat argentin, pris de panique, se mobilisera-t-il pour freiner l'ascension de celui qui promet de découper l'État argentin armé d'une tronçonneuse ?

Dans l'un des rares meetings qu'il a tenus pendant cette campagne mercredi soir à Buenos Aires, le libertarien de 52 ans s'est dit persuadé qu'il serait élu dès dimanche soir : « *Nous ne sommes plus une force du coin de la rue. Nous sommes devenus un phénomène mondial* », a-t-il lancé, devant un écran diffusant des images apocalyptiques d'explosion censées annoncer ce qu'il compte faire avec l'administration de l'État.

Pour l'emporter dès dimanche, Javier Milei doit soit dépasser la barre des 45 % de voix, soit franchir celle des 40 % avec dix points d'avance sur le ou la deuxième. Aucun sondage ne prévoit ce scénario. Mais les enquêtes d'opinion avaient minimisé le vote pour l'économiste vedette avant les primaires d'août, ce qui oblige à la prudence.

Si le résultat de la présidentielle – avec un probable deuxième tour le 19 novembre – est incertain, il est déjà acquis que le paysage politique en sortira totalement

changé. Depuis vingt ans, la politique institutionnelle s'organisait autour du couple péroniste des Kirchner – Nestor (décédé en 2010) puis Cristina, l'actuelle vice-présidente du président sortant Alberto Fernández – sous la forme d'une polarisation qui a épuisé le pays : pour ou contre les « K ».

En 2015 par exemple, Mauricio Macri avait fait gagner la droite en capitalisant sur le rejet du kirchnérisme. Cette fois, la présidentielle devrait accoucher d'un paysage « *de trois tiers* », avec trois forces faisant à peu près jeu égal – ce qui compliquera sans doute la gouvernabilité pour le vainqueur. C'est Cristina Kirchner elle-même qui a popularisé l'expression en début d'année, en prédisant avant tout le monde une « *elección de tercios* », soit un scrutin divisé en trois blocs.

Dans un entretien à Mediapart, le sociologue Gabriel Vommaro, de l'Université nationale San Martín, nuance toutefois : « *Il y a presque toujours eu une troisième force dans le paysage politique. En 1989, péronistes et radicaux font un peu plus de 80 % ensemble, ce qui laisse de la place pour d'autres. Idem en 1999. Et en 2003, ce fut encore plus chaotique, avec un éclatement du paysage. Mais à partir de 2015, le paysage s'était consolidé autour de ces deux coalitions concurrentes et attrape-tout, péroniste et de droite. L'irruption de Javier Milei change la donne, en raison de sa force : ce n'est plus une traditionnelle force d'appoint. Il fait jeu égal avec les autres.* »

Dans ce pays de 46 millions d'habitants, la situation économique s'est encore dégradée depuis la victoire de Milei aux primaires, obligeant le gouvernement à réaliser en août la plus forte dévaluation du peso depuis quatre ans. Le président Alberto Fernández, un péroniste aux abonnés absents en cette fin de campagne, boucle un mandat marqué par une inflation de 648 % sur la période, et un taux de pauvreté en hausse, à 40,1 % de la population (18,5 millions d'Argentins-es).

« *Quel que soit le vainqueur dimanche, nous allons vers un choc économique de grande intensité, qui provoquera un peu plus de chaos*, anticipe Carlos Pagni, éditorialiste pour *La Nación*, et analyste politique respecté. *La*

question est de savoir si ce sera le gouvernement qui ordonnera ce choc, ou si la réalité l'imposera de manière désordonnée... »

Passage en revue de la stratégie des candidat-es dans la dernière ligne droite de la campagne.

- **Javier Milei : le libertarien agressif**

Score aux primaires d'août : 30 %

L'économiste de 52 ans veut fermer la Banque centrale d'Argentine pour imposer le dollar, rompre les relations avec le Vatican (il s'en est pris plusieurs fois au pape François, accusé d'être trop proche de Cristina Kirchner), cesser tout commerce avec la Chine, privatiser l'école et la santé, ou encore fermer le ministère des femmes, des genres et de la diversité. Quant à sa candidate à la vice-présidence, l'avocate Victoria Villaruel, elle fera tout, en cas de victoire, pour bloquer les procès en cours contre des militaires de la dictature (1976-1983).

Ancien chanteur d'un groupe de rock baptisé Everest durant ses années lycée, Milei, a donné à ses chiens des noms d'économistes néolibéraux ou libertariens. Celui qui recourt à la télépathie animale pour continuer de parler à son chien Conan décédé en 2017 – qu'il considère comme son « *fi*ls à quatre pattes » et qu'il a fait cloner en plusieurs exemplaires – a saturé l'espace médiatique depuis cet été. Avec un style agressif qui s'accompagne aussi d'insultes et d'agressions envers des journalistes (au moins 20 cas recensés depuis son élection au Congrès en 2021).

« *Milei prend en haut et en bas* » de la société, résume le sociologue Gabriel Vommaro. Il séduit les couches les plus conservatrices qui votaient autrefois pour la droite, mais aussi des secteurs plus populaires autrefois péronistes, épuisés par l'inflation galopante.

Le sujet de la « *fébrilité* » du candidat, ou, pour le dire plus clairement, de son état de santé mentale (ses camarades au collège et lycée, puis ses adversaires plus tard, le surnommaient déjà « *le fou* ») n'a pas fait l'objet de débats nourris pendant la campagne. Mais il pourrait devenir central en cas de deuxième tour. À ce stade en tout cas, ce qui pourrait être perçu comme une faiblesse, pour un candidat à la fonction suprême, semble plutôt lui avoir profité.

« Milei a subi des mauvais traitements par son père durant son enfance. Et il parle à une société qui se sent aussi maltraitée, analyse Carlos Pagni. Il est parvenu à se connecter de manière naturelle avec le climat de l'époque, qui est très émotionnel en Argentine. Dans la crise de la représentation politique que nous traversons, il ne dit pas, comme les autres candidats, qu'il comprend ce qui t'arrive. Milei est un miroir : il donne l'impression de passer lui-même par les difficultés que tu traverses. C'est un ressort de mobilisation très efficace. »

- **Patricia Bullrich : l'ancienne favorite**

Score de la coalition aux primaires d'août : 28,2 %

Des trois candidat-es en tête des sondages, la candidate de Juntos por el cambio (Ensemble pour le changement), une plateforme électorale constituée de nombreux partis de droite, dont le PRO de Mauricio Macri et le Parti radical, est celle qui a connu la campagne la plus accidentée. L'ancienne ministre à la sécurité de Mauricio Macri a longtemps fait la course en tête en occupant l'espace le plus à droite, jusqu'à ce que Javier Milei vienne le lui prendre.

Après les primaires d'août, elle a dû adapter son discours et critiquer certaines des outrances de Milei, alors qu'elle-même avait multiplié les excès par le passé – dans le langage comme dans ses propositions. Plus à l'aise sur les sujets de sécurité pour son électorat de droite – où elle prône, par exemple, la construction de prisons pour lutter contre le narcotrafic, s'inspirant des politiques du président salvadorien Nayib Bukele –, elle semble parfois à la peine sur l'économie, en particulier pour contrer le projet de dollarisation de l'économie argentine de Milei.

En théorie, sa plateforme peut compter sur le soutien du monde économique dont l'activité dépend des exportations – notamment le secteur agricole –, mais aussi de nombreux pans d'une classe moyenne urbaine fatiguée par le péronisme au pouvoir.

- **Sergio Massa : faire oublier le bilan**

Score des péronistes aux primaires d'août : 27,2 %

Sur le papier, il est celui qui semble le plus affaibli. Situé sur l'aile droite du péronisme, adversaire de Cristina Kirchner en interne, Massa est le ministre de l'économie

sortant, crédité d'un bilan calamiteux. Mais les péronistes font valoir qu'il s'agissait surtout du legs empoisonné du bilan de Mauricio Macri (2015-2019), en particulier du retour du Fonds monétaire international (FMI) dans le jeu argentin depuis 2018.

L'ancien maire de Tigre, dans la banlieue de Buenos Aires, peut compter sur une bonne partie du vote progressiste, inquiet d'une victoire de Bullrich ou de Milei, du soutien des plus pauvres de la province de Buenos Aires, grâce aux relais des grandes centrales syndicales, de tout un réseau de petites entreprises sensibles au discours sur la réindustrialisation du pays, ou encore, espère-t-il, d'une partie du centre droit, mal à l'aise avec le positionnement de Bullrich.

Son objectif : accrocher un second tour face à Javier Milei. Le scandale « Insaurralde », du nom de ce cadre péroniste de la province de Buenos Aires aperçu en train de passer des vacances luxueuses sur un yacht au large des côtes espagnoles début octobre, pourrait lui faire perdre des points décisifs.

- **Myriam Bregman : contrer le « vote utile » à gauche**

Score du Front de gauche aux primaires d'août : 2,7 %

L'avocate trotskiste du Front de gauche a mené une campagne centrée sur les droits humains, les revendications féministes et le départ du pays du FMI. Elle s'est imposée dans les deux débats présidentiels télévisés comme l'opposante la plus efficace à Javier Milei. « *Ce n'est pas un lion mais un petit chat qui câline le patronat* », lui a-t-elle lancé, dans une formule devenue virale.

Elle a aussi bataillé pendant toute la campagne pour freiner le vote stratégique à gauche en faveur de Massa, pour éviter un second tour Bullrich-Milei. Le comportement de cet électorat de gauche – vote de

conviction pour Bregman, vote utile pour Massa – est l'une des clés du résultat final. Des cinq candidat·es en lice (Juan Schiaretti, de centre droit, est aussi engagé), elle est la seule à occuper un espace ouvertement de gauche –, ce qui en dit long sur l'essoufflement des gauches argentines après les présidences Kirchner.

Il reste, pour compléter le panorama, à signaler deux incertitudes de taille, qui compliquent les pronostics :

> **Le niveau de participation.** En Argentine, le vote est optionnel à partir de 16 ans, et obligatoire à partir de 18 ans. Le taux de participation était plutôt faible aux primaires d'août (70 %). Quelque 10 millions de personnes sont restées chez elles. Et plus de 1,3 million a voté blanc. La participation sera sans doute plus élevée ce dimanche. Mais personne ne se risque à dire comment ce regain de participation pèsera sur le scrutin.

> **Le décrochage avec les régions.** L'Argentine est un pays fédéral. Mais les 23 provinces (sans compter la capitale) ont organisé leur propre scrutin ces derniers mois, selon un calendrier indépendant du scrutin national. Seules deux provinces – celles de Buenos Aires, la plus peuplée, et d'Entre Ríos, dans le Nord –, tiennent leur élection régionale en même temps que la présidentielle, ce 22 octobre.

Ce découplage semble avoir « libéré » des électeurs, qui se sentent autorisés à voter pour des familles politiques différentes aux scrutins régional et national. En résumé : ce n'est pas parce que la droite traditionnelle a enchaîné les victoires locales spectaculaires ces derniers mois, notamment à Mendoza dans les Andes fin septembre, que sa candidate, Patricia Bullrich, sortira automatiquement gagnante du scrutin - même si l'intéressée, elle, espère être portée par la dynamique.

Ludovic Lamant